

LE FIGARO - DÉBATS ET OPINIONS
ÉCONOMIE Les Français s'avèrent moins réfractaires à la réforme que ne le pensent certains dirigeants politiques

Le courage et la vérité, impatientement

En lisant Maurice Lévy (1), qui s'inquiète de la dégradation de l'image de la France dans le monde, et Pascal Salin (2) sur les blocages de la société française et la difficulté des élites politiques à se remettre en question, j'ai pensé à la chanson de Guy Béart : « Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté » et à l'éternelle question philosophique : lorsque la vérité dérange, faut-il lui préférer l'illusion qui reconforte ?

L'un et l'autre manifestent leur exaspération et mettent en cause la classe politique dans son ensemble. Une majorité de Français de bon sens pense exactement ce qu'ils décrivent. Et pourtant, rien ne change. Uni dans une étrange complicité, le monde politique français continue à faire bouillir sa petite soupe d'idées fausses sans que l'on parvienne à savoir s'il se berce lui-même d'illusions ou s'il ment.

Cette question de l'illusion ou du mensonge n'est pas sans importance, car elle détermine le choix des solutions à apporter. Cependant, comme je postule qu'hélas les deux se conjuguent souvent, le mieux consiste à chercher la meilleure voie commune de sortie. Elle se situe, à l'évidence, à la rencontre du courage et de la vérité.

Au préalable, rejetons ce présupposé qui paralyse la France : les Français seraient réfractaires à la réforme ! L'excuse est trop facile et fautive. Elle ruine l'éthique dans notre vie publique. Le peuple ne demande pas à ses dirigeants d'être tranquilisé ou, pis, anesthésié. Il attend d'être guidé.

En second lieu, érigeons d'urgence dans notre pratique politique une vertu cardinale tombée en désuétude et qu'on accueille dorénavant avec la douce ironie réservée aux naïfs. Quand elle n'est pas désignée comme la signature évidente d'une hypocrisie machiavélique ou d'un infâme reflux réactionnaire. Il s'agit du courage.

Que tous les Français courageux se lèvent ensemble pour sortir enfin de la caverne décrite dans La République de Platon et dissipent l'illusion qui reconforte pour dévoiler le chemin de la vérité qui rendra aux Français leur liberté et le principal attribut de leur dignité : la responsabilité.

Se complaisant dans une désinvoltée facilité, notre époque n'a plus assez reconnu cette belle exigence du courage qui associe lucidité et détermination, défie le conformisme et brave l'impopularité quand l'intérêt général le commande.

Le couple courage-vérité est indissoluble. L'engagement politique digne de ce nom est animé par un idéal et porte des valeurs fortes. Pour être fécond, il doit être fondé sur le courage et une exigence de vérité. Pas seulement le courage d'exprimer ses idées avant les élections mais aussi de les défendre ensuite à l'épreuve de l'action, et les traduire dans la vie du pays. C'est la condition de toute réussite.

Or l'exigence de vérité appelle à donner aux faits qui touchent à la vie des Français le vrai nom qu'ils portent. Appelons le « déficit » une lâcheté. Le surendettement, une irresponsabilité qui aboutit à payer nos dépenses avec le carnet de chèques de nos enfants. L'assistance, une démagogie qui détruit la dignité de l'homme ; mais aussi une injustice à l'endroit de ceux qui travaillent dur avec de petits salaires. Le travail est une obligation porteuse de dignité et

non une aliénation. Le capital, une nécessité pour financer nos emplois, nos entreprises, et pour en conserver le contrôle. L'excès de dépenses et de fiscalité, un frein pour la croissance. La complexité administrative : un cauchemar quotidien. Cessons de transformer le langage de la politique en rengaine éculée où les mots perdent leur sens.

Proclamons la dignité souveraine et la primauté du travail comme sources de richesse matérielle et morale. Affirmons que l'activité doit demeurer la norme et le chômage, l'exception. Pour créer richesse et emplois, la France a besoin de l'effort de chaque Français en âge et en santé pour travailler.

Affirmons aussi sans complexe notre adhésion à l'économie de marché reposant sur la liberté économique comme meilleur gage de réalisation individuelle et de promotion sociale.

Libérons l'économie en réhabilitant et en encourageant le beau risque d'entreprendre. Pour gagner, offrons à nos entrepreneurs champions, petits et grands, un terrain réglementaire, fiscal, social favorable. Refusons de nous laisser diaboliser au motif que nous encouragerions la réussite et le profit. Revendiquons-le.

Soumettons l'Etat à l'impératif d'efficacité. Instituons-le « facilitateur » avant d'être contrôleur. Imposons-lui des guichets uniques afin de renvoyer la complexité administrative dans son camp. En quelques mois, il aura tout simplifié.

Acceptons d'être qualifiés de libéraux, en le prenant comme un compliment. Soyons fiers d'être porteurs de la liberté, première promesse de la République, premier mot de sa devise.

S'il est vrai que la pratique politique en France ne parvient plus à gagner la confiance des Français, convenons que les idées et les projets ne manquent pas. Ni même les hommes. Alors, brisons le carcan de l'immobilité et du conformisme dans lequel ils se sont enfermés. Refusons le court terme comme seule ligne d'horizon. N'obéissons plus à la tyrannie du présent et à la loi de la facilité.

Nous brandissons notre modèle social comme le meilleur du monde. Qui peut y croire quand on sait qu'il a été financé depuis trente ans par le déficit, et qu'il accuse un taux de chômage parmi les plus élevés ? Oui, la France a longtemps éclairé le monde de ses valeurs. Aujourd'hui, elle n'est trop souvent que sa propre caricature. Ses incantations amusent. Seule la politique du vrai peut la sauver du déclin qui la menace et lui donner la place à laquelle elle prétend. C'est le but que s'est fixé au Sénat un groupe de sénateurs réunis au sein du Club Courage et Convictions. Il s'est constitué, il y a trois ans, avant la présidentielle, pour affirmer ses idées rassemblées dans son « Manifeste pour des valeurs ». Il les croit toujours d'une criante actualité. Et continuera sans relâche à les défendre. Le peuple attend impatiemment de ses dirigeants un cap, une vision, un sacrifice de carrière personnelle offert au profit de tous les Français. S'il est en effet seul souverain pour valider les orientations qui lui sont proposées, les élus ont, eux, pour premier devoir de proposer et d'ouvrir des voies ancrées dans la réalité, et de les mettre en oeuvre, sans faiblesse ni démagogie. Seul ce courage et cette exigence de vérité rendront à la France et aux Français audace, élan, volonté pour engager le renouveau tant attendu et retrouver confiance.

*Ancien ministre, sénateur, fondateur du Club Courage et Convictions.

(1) Le Monde, 29 juillet. (2) Le Figaro, 2 août.

Alain LAMBERT

Tous droits réservés : Le Figaro

E37605F5DF30840E01564886A80EA1A35225ECD657FF7DEA96

